

L'Église catholique en Terre Sainte

Il y a plus de dix ans, le Saint-Siège a demandé aux conférences épiscopales des pays impliqués par la politique de leur gouvernement, par le soutien à ses œuvres, par des pèlerinages de participer à une « Coordination pour la Terre Sainte », dont le secrétariat a été confié, « *de facto* » à la conférence épiscopale britannique.

Cette « Coordination » a quatre buts : prier et faire prier pour les chrétiens de Terre Sainte, faire connaître leur situation et leurs problèmes, soutenir l'élan des pèlerinages en rappelant que, si la Terre Sainte est, en quelque sorte, le 5^{ème} Évangile, les chrétiens qui y habitent en sont les « pierres vivantes »... et, enfin, soutenir, auprès des gouvernements, les initiatives du Saint-Siège pour la liberté religieuse en Terre Sainte.

Je représente la conférence épiscopale de France dans cette coordination.

Cette année, celle-ci s'est réunie à Jérusalem du 9 au 13 janvier... 31 personnes de 12 pays différents, dont neuf évêques ou archevêques.

Il est impossible de rendre compte, même brièvement, de la somme de rencontres et d'expériences que nous avons faites... d'autant que nous n'avons pas forcément les mêmes notions que nos hôtes en matière d'organisation, ni les mêmes idées sur ce qui doit être diffusé dans une situation politique difficile.

C'est pourquoi, cette année, j'aimerais faire part de l'extraordinaire variété des difficultés que rencontre l'Église en Terre Sainte.

Ce que nous appelons la conférence épiscopale (l'assemblée des ordinaires en Terre Sainte), comprend dix évêques de six rites différents, le Custode franciscain de Terre Sainte, un vicaire patriarcal pour les catholiques de culture hébraïque et un exarque chaldéen.

Le diocèse latin est confronté à cinq régimes politiques différents – dont certains hostiles entre eux – (et c'est important pour les visas). Il est en dialogue avec deux Nonces. Globalement, l'arabe est la langue de tous... sauf, bien entendu, des hébréophones et des presque 100 000 catholiques provenant de l'immigration (Philippines, Indiens, sud-américains, soudanais). Mais le XIX^{ème} siècle (et, un peu, le XX^{ème}) ont vu s'installer beaucoup de congrégations et d'œuvres diverses, qui sont animées par des clercs et des religieuses de culture, de langue et de statuts différents (33 instituts masculins et 559 religieux, 73 instituts féminins et 1098 membres parlant français, italien, anglais, arabe, polonais, allemand). Chaque année, des milliers de pèlerins se pressent dans le diocèse et jouent un rôle capital (qu'ils le sachent ou l'ignorent) en ce qui concerne l'image de l'Église.

L'Église catholique n'est pas seule en Terre Sainte, et sa situation ne peut être comprise qu'en lien avec les autres Églises. A vrai dire, sur 100 chrétiens, 90 sont catholiques ou grecs orthodoxes. Avec ceux-ci, les catholiques partagent la langue (l'arabe) et l'origine sociale... Mais cette proximité n'engendre pas forcément la facilité. Alors que les fidèles se mélangent facilement... et que le patriarche orthodoxe semble favorable à un certain œcuménisme, il n'en demeure pas moins que la hiérarchie n'est pas arabe et que le clergé manque souvent de formation, même si cette Église pense rassembler les seuls véritables successeurs de l'Église de saint Jacques. Pour les questions matérielles, cette Église est largement soutenue par le gouvernement grec.

Quant aux autres onze Églises qui ont un évêque de Jérusalem... elles rassemblent des minorités quelquefois installées depuis longtemps, mais venues d'ailleurs (arméniens, coptes, anglicans). A vrai dire, si aucun conflit religieux n'est né à Jérusalem, beaucoup y ont été importés. L'espace est restreint, et les occasions de crise sont assez nombreuses ! On ne peut alors que se réjouir de constater un œcuménisme souvent formel, normalement fraternel et quelquefois engagé, comme, dernièrement, pour les travaux de la basilique de la Nativité à Bethléem.

L'œcuménisme social est rendu difficile, parfois, parce que beaucoup d'Églises (ou d'œuvres d'Église) sont financées de l'extérieur par des communautés qui veulent pouvoir identifier clairement ce à quoi sert l'argent qu'elles donnent.

On ne peut pas encore parler d'œcuménisme ni avec les évangéliques, ni avec les chrétiens sionistes.

L'Église catholique en Terre Sainte est – par la force des choses – confrontée au monde juif. A vrai dire, la situation est très particulière. Elle est, majoritairement, une Église arabe – pour qui la shoah ne correspond pas à la même expérience que pour les Églises d'occident -. Elle est une Église qui ne représente en rien – avec sa petite taille – une menace pour les Juifs, dans un pays où, pour la première fois de l'histoire, les Juifs sont la puissance dominante.

Le dialogue, qui existe, n'a pratiquement aucune répercussion, ni dans la monde juif, ni dans le monde chrétien, tellement - malgré sa qualité - il semble marginal. Peut-être est-ce dû en partie à une question de langue ? L'Église est arabe, les Juifs parlent hébreu et, souvent, leur langue commune est l'anglais, ce qui ne rend pas facile la communication.

A l'évidence, le milieu ambiant de l'Église est le milieu arabe, très majoritairement musulman. Peut-on parler de dialogue avec les musulmans ? Autant la cohabitation est naturelle, et même renforcée par l'occupation juive, autant le dialogue est difficile : les musulmans dialoguent peu entre eux et, lorsqu'ils le font, c'est sous la pression des États ou pour forcer les conversions. L'image qu'ils se font de la foi chrétienne (pas des chrétiens), est forgée à partir du Coran, c'est-à-dire d'un christianisme qui n'existe pas (ou plus). La connivence semble menacée par les conversions et les mariages mixtes (qui rendent les populations électriques) et par la montée des extrémismes.

Il existe beaucoup d'écoles catholiques et, plus largement, chrétiennes (en Palestine, c'est une religieuse catholique qui coordonne les 45 écoles chrétiennes - qui accueillent 35 000 élèves, dont 15000 musulmans et 9 000 chrétiens). En Israël, les 40 écoles catholiques accueillent 22 000 élèves, dont 56% sont chrétiens. Le problème des programmes (et des livres scolaires) est difficile à résoudre. Beaucoup ignorent le christianisme... En Israël, l'école d'État fait plutôt une présentation positive du Christ, mais très négative de l'Église à partir du Moyen-âge, et ignore souvent l'époque contemporaine. Les livres en usage dans les écoles privées sont polémiques sur la foi chrétienne. Les écoles religieuses ignorent la foi chrétienne. Chez les arabes, tout est prétexte à présenter le Coran... ce dont il faut tenir compte pour passer les examens. Il n'existe ni radio, ni télévision « chrétiennes », alors que celles qui existent sont lourdement chargées religieusement... ou totalement sécularisées.

A vrai dire, l'école reflète ce qui se passe dans la société : pour les Juifs, les chrétiens sont largement responsables de l'antisémitisme. Cependant, pour certains, un dialogue est possible... mais cette acceptation du dialogue cache une polarisation de la société avec, d'un côté les bons, et de l'autre les mauvais. Dans le cas des Juifs, des judéo-chrétiens contre les musulmans... et, dans le cas des arabes, des arabo-chrétiens ou musulmans contre les Juifs.

Il semble que les nombreux migrants (Philippins, Soudanais, etc...) et beaucoup d'arabes israélo-chrétiens devenus hébreophones n'aient pas beaucoup de soutien pour être formés dans la foi chrétienne (cependant, il existe un catéchisme en langue hébraïque) mais, pour un hébreophone, l'identité chrétienne devient problématique... Pour autant, l'expérience montre que des écoles chrétiennes (pour anglophones, francophones, hébreophones, arabophones) qui séparent, de fait, les jeunes des autres jeunes de leur génération, sont un des moyens les plus sûrs pour favoriser leur migration.

Depuis 1993 et la signature d'un accord entre le Saint Siège et l'État d'Israël, des discussions sont en cours pour mettre cet accord en application. Le processus semble bloqué car le gouvernement israélien semble vouloir prendre la maîtrise par les lieux saints et imposer ses guides aux pèlerins. En attendant, l'Église ne sait pas quel est le fondement juridique de son existence, de sa liberté et des taxes qu'elle doit payer.

Évidemment, l'Église subit ici aussi les évolutions de la société et de la vie politique. La sécularisation se présente cependant d'une manière originale car, au cœur de l'histoire mouvementée d'une terre qui est passée d'une colonisation turque à la perspective de deux États, en passant par un mandat britannique et une responsabilité jordannienne, l'Église est un repère fixe : c'est souvent vers elle que, dans le malheur, chacun se retourne pour avoir du travail, des centres de loisir pour les jeunes et les vieux, des logements, de la protection pour les femmes... Mais il n'est pas sûr que la majorité lui demande la foi. À la suite du récent Synode, les évêques ont donc décidé de tout mettre en œuvre pour renforcer la foi, notamment en favorisant la lecture de la Bible.

Cela dit, les chrétiens (comme l'ensemble des Israéliens et des Palestiniens) ont peur. Certes, les raisons de leur peur ne sont pas identiques, mais l'occupation israélienne, ses injustices flagrantes et son cortège d'humiliations - et la montée de l'islamisme (les attentats de Bagdad et d'Alexandrie semblent annonciateurs de mauvais jours)- sont les causes de peur les plus évoquées.

Face à cette peur, l'Église en Terre Sainte reconnaît les efforts des autres Églises... Mais elle se sent incomprise, parfois regardée de haut, et a besoin de considération.

Et, probablement aussi, elle a besoin de pouvoir s'appuyer sur notre espérance.

+ M. Dubost
Evêque d'Evry-Corbeil-Essonne
Le 17 janvier 2011